

**Avis de l'APF aux chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie.**  
**OTTAWA 2014 - Débat général**  
**Section Belgique/FWB - Yves Reinkin**

Monsieur le Secrétaire général,  
Cher(e)s collègues,

C'est avec une très grande satisfaction que nous avons pris connaissance du document d'orientation de l'Avis que l'APF transmettra, par la voix de son Président, aux chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie lors de leur XVème sommet qui se déroulera à Dakar fin novembre autour du thème « Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix et acteurs de développement ».

Parmi les différents axes de la communication de l'APF, permettez-nous d'en relever deux en particulier qui méritent à la fois toute notre attention et un surcroît d'énergie.

Le premier concerne les recommandations pour que les femmes et les jeunes renforcent leurs rôles en tant que levier de paix et de démocratie. Un des enjeux est de, je cite « favoriser l'éducation et la sensibilisation dès le plus jeune âge au respect et à la compréhension mutuelle, à la démocratie, à l'état de droit, à la paix et à la résolution des conflits"... en un mot, dirons-nous, à la citoyenneté responsable qui fait partie intégrante de l'éducation au développement durable (ou soutenable) que la CECAC n'a cessé de vouloir dynamiser ces dernières années, entre autres via la résolution sur l'Education au développement durable votée à l'unanimité lors de notre AG en juillet 2012 à Bruxelles. Cet enjeu a par ailleurs été repris par la CONFEMEN lors de sa rencontre à Dakar en mars dernier sur le thème « Education inclusive et de qualité pour tous en Francophonie : défis, priorités et perspectives pour l'après 2015 ».

Lors de ces deux assemblées, l'importance de la formation et de l'information à la citoyenneté responsable, active, critique et solidaire a été rappelée afin de garantir aux jeunes l'acquisition de compétences indispensables pour vivre et travailler au XXIème siècle. C'est pourquoi, nous souhaitons qu'outre le soutien et la promotion d'initiatives à la promotion des valeurs et l'importance du français dans ce processus éducatif repris dans ce point, figure la formation des parlementaires à l'éducation au développement soutenable, mais aussi la formation des responsables nationaux et régionaux chargés de la construction des programmes et des outils pédagogiques, la formation des responsables de collectivités locales et des inspections, et, in fine, la formation de ceux qui sont les plus proches des jeunes et sans qui rien ne serait possible, tous les enseignants.

Le second axe fondamental repris dans ce document préparatoire concerne les recommandations pour que les femmes et les jeunes soient de véritables acteurs de développement. Dans ce cadre, nous voulons, je cite encore, « favoriser l'accès à l'éducation et à la formation », oserais-je dire favoriser l'accès à l'éducation au développement soutenable, inclusive et de qualité pour tous. Sur ce point, nous voudrions que soit intégré au texte l'importance d'offrir à nos enfants des infrastructures et un matériel scolaires adaptés à un bon apprentissage. De plus, et plus fondamentalement encore, nous souhaitons que soit repris clairement l'égalité d'accès à l'éducation tant pour les filles que pour les garçons. Ceci fait bien évidemment partie des objectifs du millénaire mais nous savons qu'il n'est pas encore atteint. Il est donc nécessaire de le rappeler dans ce document et d'y travailler résolument dans les années à venir pour en finir avec cette discrimination et cette atteinte aux Droits de l'Homme et de la Femme.